LES TRENTE ANS DE L’OUVRIER

pages

2- Les sujets de L’Ouvrier

5- Nos manques

8- La transmission

11- Nous et les autres

12- Nos spécificités

15- Nos bases politiques, le marxisme

16- Encore et toujours la Masse ouvrière

20- Une autre période de transition

L’Ouvrier a trente ans. Cet anniversaire est l’occasion d’une réflexion sur ce qui a été fait, mais aussi ce qui ne l’a pas été, par le groupe. Je vous donne ici ma part de réflexion. Je ne vais pas faire un historique, on en a une tentative dans le bouquin édité en 2016 (*L’Ouvrier, une expérience militante révolutionnaire*, Acratie). Simplement, je vous dis ici un certain nombre de réflexions personnelles, sur quelques questions particulières.

L’Ouvrier, c’est le titre de notre feuille principale. Le numéro 1 est daté du 6 septembre 1993. Mais il faut rappeler que le groupe qui en est à l’origine s’est séparé de Lutte Ouvrière, sans se donner de nom particulier, en janvier 1993, huit mois plus tôt donc.

Rappelons aussi qu’à ce moment-là, nous partons de LO sans savoir vraiment où cela va nous mener. Nous nous doutons que nous allons avoir certaines divergences politiques avec LO, et nous en avons déjà implicitement une, concernant l’aristocratie ouvrière, que LO se refuse à distinguer dans la classe ouvrière française. Nous sommes avant tout préoccupés par la formation militante de jeunes camarades ouvriers que nous sommes en train de gagner, et dont l’évolution est bloquée par LO, qui manifeste une défiance envers nous et notre manière de militer, pas tout à fait dans la ligne officielle de l’époque.

Nous ne savons pas où peut nous mener notre activité militante. Une chose que je sais, c’est le risque de se perdre politiquement dans une direction ou dans une autre. Et pour cela, il va falloir nous arrimer à la réalité objective du monde ouvrier, et en même temps, à quelques boussoles politiques.

Surtout, bien que nous sachions être déjà entrés dans une période de recul politique, en particulier avec la fin de l’URSS en 1990/1991, nous n’imaginons pas, mais pas du tout, avoir à militer dans les conditions que nous allons connaître, qui seront, nous le savons aujourd’hui, un recul quasiment permanent et sur la longue durée, sur le plan de la conscience et des forces politiques. Une exception, cependant, va dans un premier temps masquer avec bonheur cette évolution, c’est la grève de Décembre 1995.

Aujourd’hui, si l’on regarde un peu notre bilan, ce que je fais ici, on peut avoir l’impression d’un travail construit consciemment, voulu ainsi depuis les débuts. Mais ce n’est pas le cas. Ce sont les circonstances, le recul des mentalités, des consciences, etc, qui nous ont amenés à faire ce que nous avons fait.

Dans un tout premier temps, nous avons conservé les manières de militer dans LO, et les avons plutôt renforcées, considérant que LO était trop dilettante. Mais rapidement, un premier et grand changement nous a caractérisés. Il a consisté à revoir complètement la manière de voir et d’être de LO (et de l’extrême gauche en général) : Non, cela n’a pas de sens de tenter de construire un parti destiné à une prise du pouvoir révolutionnaire. Non, la période n’est plus du tout à cela. Nous avons alors changé toutes nos pratiques. Des lectures que nous demandions à nos militants, aux activités que nous proposions, et à l’importance que nous accordions à chacune d’entre elles.

Non, il n’était pas plus important, comme le voulait LO, d’aller diffuser un tract tôt le matin à l’entrée d’une grosse entreprise. Il était plus important, selon notre orientation, d’apprendre à militer dans des petites boîtes sans syndicat, d’apprendre à y développer et construire un petit réseau clandestin autour de nous, où L’Ouvrier est un outil, un lien. Nous avons abandonné les échos de boîte au dos du papier. Nous avons incité les prolos que nous rencontrons à distribuer la feuille dans les boîtes aux lettres des cités, à en afficher un exemplaire en même temps, pour que cela la distingue des divers prospectus. Etc, etc.

Sur cette nouvelle base (théorisée, si l’on peut dire, dans le texte *Une période de remise en cause*), notre progression a été impressionnante. Trop, d’une certaine manière, car en découlait un poids matériel et moral considérable, auquel peu de camarades ouvriers étaient préparés. S’en est suivie une crise de direction, aggravée puis utilisée par un ou deux membres non ouvriers et pressés de prendre un pouvoir. Le tout, masqué par le dévoilement sur la place publique de questions personnelles et intimes qui seraient un soi-disant problème pour le groupe. Du moins, est-ce mon analyse de la crise que nous avons connue.

L’Ouvrier aurait pu tout simplement mourir. Il a connu une période d’interruption de 5 mois (entre le n°112 15/10/2000 et le n°113 12/3/2001). Avec ceux qui ont souhaité continuer ensemble, mais aussi avec les stigmates des coups subis, nous avons gardé cette feuille, mais pas l’activité qui était menée grâce à elle, ou dans une mesure devenue presque symbolique.

L’Ouvrier a aujourd’hui trente ans. Sur ces trente années, un peu moins d’un quart, 7 années, se sont écoulées avant cette crise, et 23 années ensuite.

Je viens de dire que l’activité qui est menée donc depuis ces 23 ans est d’ordre symbolique. On peut aimer l’activisme, considérer que l’efficacité est essentielle. Mais pour nous, socialistes, socialistes qui nous inscrivons dans un combat de 2000 ans contre la domination des riches et des puissants, le symbole est tout aussi essentiel.

Je tiens à vous dire que tenir 23 ans un symbole, ce n’est pas plus facile que de mener une activité des plus intenses pendant 7 ans. C’est différent. La difficulté n’est plus la même, mais c’est aussi une difficulté. Il y faut de la ténacité, un optimisme de fond, et un point de vue qui prend suffisamment de distance avec tous les aléas de l’actualité.

\*\*

\*

Voyons un peu ce que nous avons fait au cours de ces 23 années.

LES SUJETS DE L’OUVRIER

J’ai d’abord tenté de regarder de près les sujets que nous avons travaillés et publiés avec la feuille L’Ouvrier. Il y en a eu 385 en trente ans, soit une moyenne annuelle de près de 13 numéros par an (exactement 12,8).

Les trois ou quatre premières années, nous avions une périodicité de tous les quinze jours. L’année sociale la plus productive a été celle de 1995/1996 (comptée de septembre à septembre), avec 21 numéros, dont 5 sur la grève contre le plan Juppé.

Un peu après, nous sommes passés à un numéro par mois, et les chiffres annuels se sont alors mis à varier entre 11 numéros et 17, le chiffre le plus important, qui a été atteint en 2019/2020 avec 7 numéros sur le coronavirus et les vaccins. En 2021/2022, il y a eu 16 numéros, dont 6 autour de la guerre en Ukraine. Sinon, les autres années varient entre 11 numéros en 2017/2018 et 14 numéros en 2022/2023.

J’ai également regardé les sujets que nous avons traités. Peut-être le plus fréquent a été la religion, directement ou indirectement, avec un total de 16 parutions. Notre premier numéro était axé sur la Palestine (6/9/1993). Puis il y a eu : Juifs Musulmans Chrétiens 15/10/2000, Palestine 1/4/2002, Israël 14/4/2002, Islamistes 7/11/2004, Croire, une obligation 20/02/2005, Islam 19/2/2006, Juifs 19/3/2006, Femmes et religions 7/1/2007, Musulmans 17/4/2011, Antisémitisme 2/3/2014, Islamistes 13/1/2015 et 20/1/2015, Islam 1/2/2015, Al Qaïda et Daëch 3/1/2016, Antisémitisme 21/2/2019.

La religion, c’est un sujet que nous avons pas mal étudié, car nous avons senti et vu venir la montée en puissance de cette question, alors que jusqu’au début des années 1990, elle ne se posait presque jamais dans la vie politique et sociale, en France. Il faut d’ailleurs noter que la question qui est montée en puissance n’est pas du tout celle de savoir s’il faut ou pas croire en Dieu. Non, ce sont plutôt divers problèmes pré-existants qui se sont mis à être de plus en plus présentés sous un aspect connoté par la religion : des problèmes de pouvoir, de domination, ou d’exploitation.

Je ne vais pas tenir une comptabilité complète des divers sujets. J’ai juste regardé certains sujets qui reviennent dans l’actualité. Ainsi, les retraites totalisent 12 parutions. Mais ce chiffre est assez important du fait de deux séries liées aux mouvements de grève : il y a donc eu les 5 n° Juppé en novembre-décembre 1995 puis 4 n° en fév-mai -juin 2003. Par la suite, il y en a eu 1 en oct 2010 ; 1 en 14/12/2019 ; enfin le 18/01/2023.

En fait, le deuxième sujet qui semble le plus traité par L’Ouvrier, c’est plutôt la question des femmes, mais qu’on peut aussi appeler le problème des hommes. Sauf erreur, j’ai noté 9 parutions autour de cette question. Il y a eu : Avortement 30/1/1995, Femmes 4/9/1995, Sexualité 17/3/1997, Couple 3/12/2006, Femmes 7/1/2007, Prostitution 8/12/2013, Avortement 18/12/2016, Harcèlement sexuel 3/12/2017, Consentement 12/12/2021.

La crise économique nous a pris 8 parutions, toujours pour la même crise (ou ses conséquences), qui s’est étalée sur 4 années : la première parution dès septembre 2007, suivie de 3 parutions en septembre-novembre 2008, 3 autres en février-mars-avril 2008, puis cette fois mai 2010 sur la Grèce et crise des dettes en septembre 2011.

 Quelques sujets encore, pour finir sur l’angle des sujets que nous avons traités. J’ai trouvé cinq parutions sur la question de l’immigration : 25/8/1996 ; 4/01/2004 ; 14/10/2007 ; 20/4/2015 ; 2/9/2018. J’en ai trouvé cinq sur le terrorisme : 12/9/2001 (le lendemain du onze septembre) ; 23/09/2001 (quelques jours après) ; 13/1/2015 ; 25/11/2015 et 1/11/2020. On a également quatre parutions autour des Gilets jaunes, en 2018/201923. Sur l’écologie, trois parutions : développement durable 6/4/2008 puis 4/10/2009 et 21/5/2019.

 Autre angle sous lequel on peut regarder nos écrits, cette fois selon les régions du monde, et par pays. Ainsi, nous avons traité un ou plusieurs sujets concernant les pays suivants :

4 aux Amériques : USA, Argentine, Haïti, Mexique.

7 au Moyen-Orient : Afghanistan, Irak, Iran, Israël, Liban, Palestine, Syrie.

8 en Asie : Chine, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Ukraine, Inde, URSS.

8 en Europe : France, Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce, Hongrie, Yougoslavie, Kosovo.

11 en Afrique : Afrique du Sud, Algérie, Cameroun, Congo, Côte d’Ivoire, Mali, Maroc, Niger, Soudan, Tchad, Tunisie.

 Au total, j’ai ainsi compté, même si c’est sous des angles très divers, 38 pays différents. Tous ces sujets, ou une bonne partie en tout cas, sont des sujets qui sont ou ont été traités par bien des gens, que ce soit le monde dominant ou notre camp, les révolutionnaires socialistes. Mais nous avons une certaine spécificité concernant le choix de nos sujets. C’est que nous avons fait un effort pour sortir des sentiers battus. Et il y a des sujets qui touchent la population, d’une manière qui semble plus personnelle, mais qui est en fait sociale et qui ne sont que rarement traités directement, en particulier par la presse qui se veut émancipatrice.

 Je vous donne les titres d’une douzaine de ces sujets, plus individuels, plus personnels :

L’égoïsme et la société 30/9/1996

Acceptation : combien d’horreurs pouvons-nous accepter ? 5/12/2004

Emotions : un doux gavage pervers 9/10/2005

Leçons du passé : les chefs et le pouvoir 20/5/2007

Réussite : l’argent ou les rapports humains 7/3/2010

Bonheur : cette société est-elle heureuse ? 13/6/2010

Gentillesse : faut-il être gentil ou méchant ? 18/4/2010

Langage : des mots pour dominer, d’autres pour libérer 5/2/2012

Langage : les mots du système qui sont du poison 21/12/2014

Peurs : méfions-nous d’abord de nous-mêmes 26/10/2016

Individu : pourquoi ce mal de vivre 19/9/2010

Corps : sommes-nous libres ou au contraire esclaves ? 24/5/2015

Générosité : enfin, on en voit un peu 12/9/2015 (sur l’accueil des immigrés, Allemagne et France)

Peur : c’est si facile de nous faire peur 11/3/2018

Gentillesse : toute une histoire 15/1/2023

 Il y a peut-être une autre catégorie de sujets qui sont aussi notre spécificité. C’est notre travail pour discuter de ce que les gens appellent la « nature humaine ». Nous essayons là de combattre une vision fataliste des choses et de la vie. En lien avec cette idée, nous avons également essayé de développer l’idée d’un socialisme comme avenir, en replaçant le monde actuel dans une vision historique de long terme.

Capitalisme : d’autres systèmes sont possibles 2/11/2008

Nature humaine : impossible de la changer ? 8/11/2015

Histoire : celle des rois et la nôtre 30/9/2018

Histoire humaine : le passé, les avenirs 27/6/2021

Une vie sans inégalités : les hommes l’ont déjà fait 3/10/2021

Nature humaine : ce que nous dit notre histoire 5/3/2023

\*\*

\*

NOS MANQUES

 Nous ne pouvons sérieusement réfléchir à ce que nous avons fait sans aussi tenter de voir ce que nous n’avons pas fait, ou pas bien fait.

 Politiquement, je vois au moins une erreur de taille que nous avons faite, c’est au sujet de la Chine et de son passage, du statut qui était le sien de pays sous-développé et dominé par les impérialismes, à son nouveau statut de puissance impérialiste. Sur ce sujet, nous avons depuis discuté et écri (Voir *Lutte Ouvrière et la Chine*, octobre 2022).

 Il y a eu aussi des erreurs sur des points plus précis. Ainsi, le ton du deuxième Ouvrier sur l’avortement (18/12/2016). Il était rédigé avec l’idée qui me semblait évidente que la majorité des femmes prolotes était de toute façon de notre avis, à savoir que l’avortement est un droit auquel les femmes tiennent et qu’elles trouvent légitimes. Mais la diffusion de L’Ouvrier, autour de Caro, nous a montré l’inverse. L’avortement est mal vu par de nombreuses femmes des milieux populaires.

 Et puis, il y a tout un domaine que nous n’avons quasiment pas travaillé, sur lequel nous n’avons pas échangé entre nous. C’est tout ce qui concerne les divers courants d’idées récents, dans les mouvements qui se disent d’émancipation, disons depuis une vingtaine d’années. Certes, ces idées, ces courants, me semblent complètement limités à des cercles intellectuels bien éloignés de la population elle-même, et probablement inconnus du monde ouvrier et avant tout de la masse ouvrière.

 J’ai personnellement lu deux livres qui abordent cette question. Le premier date de 2021. Il est rédigé par Elisabeth Roudinesco, son titre « *Soi-même comme un roi* », mais le sous-titre est plus explicite : « *Essai sur les dérives identitaires* ». Roudinesco part du constat selon lequel « *Depuis une vingtaine d’années, les mouvements d’émancipation sembleraient avoir changé de cap. Ils ne se demandent plus comment changer le monde pour qu’il soit meilleur, mais s’attachent à protéger les populations de ce qui les menace*».

 C’est ainsi que sur la question de la sexualité, de grandes évolutions ont eu lieu. Les nouveaux courants parlent de genre, et effacent le terme de sexe : sexuel, sexualité, sexué. Se sont développés des communautés, selon l’orientation sexuelle donc d’abord lesbiennes Gays, Bisexuels, Transgenres et hermaphrodites, d’où un premier sigle LGBT, bientôt étendu en LGBTQIA+, avec les queer, intersexué, asexué, etc. Queer signifie membre de toute minorité sexuelle et qui n’est pas homosexuel. En tout cas, toutes revendiquent des droits, au mariage, à la procréation, à la transmission de leurs biens, à la condamnation de ceux qui les persécutent.

 Mais ce fractionnement, sous forme de ce que Roudinesco appelle des identités, va inévitablement mener à des oppositions. Ainsi, des femmes lesbiennes plus radicales vont dénoncer des hommes gays, jugés coupables de la même domination masculine que les mâles homosexuels. Et elles appellent à exclure les hommes de la communauté humaine. C’est ainsi que, en France en 2020, une élue écologiste au Conseil de Paris, Alice Coffin, en est arrivée à dire qu’il fallait éliminer ces ennemis de l’humanité, les hommes, et plus encore les « hommes blancs » : « Il ne suffit pas de nous entraider, il faut, à notre tour, les éliminer. Les éliminer de nos esprits, de nos images, de nos représentations. Je ne lis plus les livres des hommes, je ne regarde plus leurs films, je n’écoute plus leurs musiques. (…) je me ferais un plaisir de tirer sur les hommes blancs, seigneurs, saigneurs et leurs méfaits »… On est un peu loin du socialisme !

 Vous commencez à le deviner. La couleur de peau, dans les nouveaux courants en question, c’est l’autre grand problème. Cette nouvelle lutte sur la question de la race, ils l’ont appelée « *la déconstruction de la race* ». Là où les courants antiracistes des années d’après-guerre luttaient pour que tous les peuples aient les mêmes droits, et soient vus comme appartenant à la même humanité, là où les intellectuels de l’antiracisme, de Claude Lévi-Strauss à Aimé Césaire, de Franz Fanon à Kateb Yacine, tous s’appuyaient sur les Lumières et la Révolution française, pour en reprendre les idéaux et dénoncer le fait qu’ils ne soient pas appliqués à tous et partout, voilà donc qu’apparaissent les études qui se disent « postcoloniales ».

 Ici, je m’appuie sur un autre livre, qui date de septembre 2022 écrit par Florian Gulli, *L’antiracisme trahi*. Pour commencer, la lutte contre l’antisémitisme est mise de côté, séparée des autres antiracismes. Surtout, à la place d’une vision universaliste, qui veut faire vivre ensemble les diverses composantes de l’humanité, se forme dans les esprits une séparation selon de soi-disant identités, forcément différentes.

 Ensuite, on remet en place le mot « race », pour, disent ces partisans, non plus combattre le racisme, mais défendre telle ou telle partie de la population, vue comme une race par le système dominant. Ce sont les Blancs qui dominent, et qu’il faut donc combattre, par principe.

 L’ancien ministre de l’éducation Pap Ndiaye a repris une partie de ces conclusions, et défend ainsi l’utilisation du mot race : « *Il s’agit de dire à nos amis antiracistes que le rejet de la catégorie de “race” n’a pas éradiqué le racisme* ». Mais, lui répond l’auteur Florian Gulli, l’utilisation du mot race ne l’a pas plus éradiqué. Un des intérêts de cet auteur est qu’il est conscient des dégâts de cette utilisation auprès de la population, qui est loin, très loin, des débats universitaires.

 Les nouveaux courants disent qu’ils distinguent clairement l’idée d’une race qui serait naturelle, biologique, ce qui est le point de vue des racistes. Et que pour eux, la race est juste une construction sociale, qu’il faut combattre. Mais que va en retenir le prolo moyen, si ce n’est que la race existe bien, puisque même l’intello de gauche le dit ? Et Gulli dénonce régulièrement ces intellectuels qui ne savent rien ou ne veulent rien savoir de ce que sont et pensent les milieux populaires, et qui s’arrogent le droit de penser en méprisant le résultat de leur théorie dans cette population.

 En fait, explique Gulli, la mise en avant de l’identité est un moyen d’effacer l’idée de classes sociales. Et cette mise à l’écart de la classe sociale et de la vision marxiste « *permet d’occulter la position qu’occupe le chercheur en sciences sociales dans la société. Il s’agit pour lui d’une forme de dénégation de ses privilèges. Dénégation qui lui permet par exemple de continuer à se penser comme partie prenante d’un “groupe opprimé” alors qu’il bénéficie d’un fort capital social et culturel. Le refoulement de la classe permet d’entretenir la fiction d’un groupe “racisé” uniforme et renforce la prétention des intellectuels et universitaires à en prendre la direction* ».

 Cet auteur souligne que non, l’intellectuel noir ou arabe qui a des diplômes, ne subit pas une oppression ou même une discrimination supérieure à celle que peut connaître le prolétaire blanc. C’est bien l’éclairage par la classe sociale qui permet de comprendre la différence de situation. Et ce, même si un certain racisme peut exister, et existe, envers l’intellectuel noir ou arabe.

 Nouvelle lutte féministe, nouvelle lutte des minorités sexuelles, nouvelles luttes des minorités dites « racisées », bientôt un mélange, un croisement, de ces notions se met en place, et prend un nouveau nom : l’intersectionnalité. Par exemple, si un groupe de femmes est issu du monde anciennement colonial, on va parler de « féminisme colonial ».

 Cette prétention, à vouloir définir les oppressions sous les lunettes de l’identité, va aboutir à un fractionnement de plus en plus émietté des causes à défendre. Pire, chaque cause, à la limite, et pour les plus radicaux, ne peut être défendue que par elle-même. Un Blanc ne peut défendre un Noir, car il est blanc. S’il veut soutenir le noir, c’est suspect, c’est un indice qu’il veut se réhabiliter, se racheter de ce qu’ont fait les blancs. La logique va jusqu’à, pour certains, à n’accepter que des Noirs pour défendre les Noirs. Ou seulement les femmes noires pour défendre les femmes noires.

 Du point de vue de l’efficacité, c’est évidemment une perte que ce fractionnement. Mais le plus grave n’est pas là. Il est dans la vision de la lutte et dans la vision de l’avenir, que finissent par fabriquer ces courants identitaires.

 Pour en revenir à L’Ouvrier, peut-être avons-nous eu raison de ne pas trop creuser ce domaine. De toute façon, nous ne sommes pas bien costauds, et nous ne pouvons pas tout faire. Mais je pense important que nous sachions que ces courants existent, et même à l’échelle internationale.

 Pour être juste, je précise qu’il y a eu un Ouvrier qui a été rédigé pour répondre à l’un de ces courants nouveaux, même si on ne le citait pas. Il s’agissait des Indigènes de la République.

 C’est en janvier 2005 que Houria Bouteldja et Sadri Khiari lancent un appel où ils se désignent eux-mêmes comme les « *Indigènes de la république* ». C’est en septembre 2005 que nous écrivons un Ouvrier (numéro 161) qui répond à une des idées véhiculées par les « Indigènes ».

 Les *Indigènes de la République* disent et écrivent qu’en France, l’Etat est raciste, que ce racisme date du temps de la colonisation, qu’il perdure toujours. Je vous lis un extrait de cet Ouvrier : « *Il n’est pas juste de dire que l’Etat, aujourd’hui en France, est raciste. Aucune loi n’est raciste. Il y a au contraire des lois qui déclarent le racisme illégal (…) Celui qui refuse de louer un logement à un noir, c’est un propriétaire de logements. Celui qui refuse un emploi à un originaire du Maghreb, c’est un petit patron (…) Ce n’est pas parce qu’il est raciste que l’Etat se refuse à obliger les propriétaires à louer ou les patrons à embaucher, de manière égalitaire. L’Etat respecte leur liberté parce qu’ils sont propriétaires d’un capital. Il ne les oblige pas à louer ; ni à embaucher, même un Français de souche.*

 *« L’Etat est au service du capital et des capitalistes, petits et grands. Autrement dit, c’est un Etat injuste non pas par racisme, mais parce qu’il est de parti pris, du côté des riches et pas des pauvres. C’est parce que l’Etat est du côté des riches, et que les immigrés sont pauvres, qu’ils ont l’Etat contre eux. Envers les immigrés des milieux bourgeois, l’Etat est tout à fait respectueux. Alors, ceux qui dénoncent l’Etat comme raciste lui rendent au fond un bon service, en ne dénonçant pas l’essentiel, ce parti pris. L’Etat capitaliste peut mettre à sa tête plus de personnalités d’origine immigrée. Il n’en sera pas pour autant plus doux avec les pauvres.* »

 *« Chaque communauté reflète aussi l’injustice de la société, elle a ses pauvres, ses riches, et ses dirigeants. Et ceux-ci savent jouer du passé commun, du passé douloureux. Mais ils ne peuvent réussir qu’à faire monter une petite partie de leur communauté dans la société telle qu’elle est, socialement injuste. On nous dit que c’est cela la «réussite». Triste réussite, où l’on se retrouve avec le camp des exploiteurs... »*

*« La seule communauté qui vaille, c’est celle des démunis, de tous ceux qui n’utilisent pas un capital pour tirer du profit sur le dos des hommes. Et il est essentiel de vouloir s’allier aussi avec les Français d’origine des milieux pauvres et populaires : une alliance difficile à gagner, mais décisive pour affaiblir le capitalisme*».

\*\*

\*

LA TRANSMISSION

 Sur le plan militant, il y a un point sur lequel je me suis régulièrement posé question. C’est la question de la transmission, à des plus jeunes que nous, de ce que nous sommes, de notre capital. Formellement, la manière dont nous avons appris, notamment à LO, à transmettre les choses, c’est de gagner un nouveau militant, plus jeune, d’entreprendre sa formation de A à Z, et qu’il grandisse à notre image.

 Sur ce plan, nous ne faisons rien, et nous n’avons, un peu, tenté un tel travail, qu’au tout début de L’Ouvrier d’après crise. Mais globalement, nous ne faisons pas cette transmission. Nous n’essayons pas. Je ne dis pas cela pour nous flageller. Ce n’est pas fait. C’est ainsi. Mais il y a des mais.

 D’abord, il n’est pas impossible que l’on rencontre, un jour ou l’autre, quelqu’un qui veuille s’accaparer nos idées, notre capital ou une partie de ce capital. Cela peut se produire demain, ou dans dix ans. Eh bien, celui à qui cela sera offert pourra se mettre à cette transmission. Il le fera dans les conditions de l’époque et du lieu où cela pourra se présenter. Ce qui veut dire : dans d’autres conditions que celles que nous connaissons actuellement. Car c’est comme cela que l’on milite : avec les moyens et dans les conditions du moment.

 Par exemple, l’on sera sans doute d’un âge très différent de celui ou celle qui se proposerait à connaître notre capital. Les lectures de son époque n’ont plus grand-chose à voir avec celles qui nous ont formé.

 Vous pouvez vous dire que je rêve. Peut-être. Mais cela n’est en tout cas pas impossible.

 Et puis, il y a une autre transmission que celle, volontaire, que je viens de décrire. Nous en avons déjà parlé. Dans notre vie quotidienne, nos paroles, nos gestes, il se peut tout à fait que quelque chose, sans même que nous nous en apercevions, prenne le chemin d’une transmission d’une partie de notre capital. Vous vous souvenez peut-être de cette élève que j’avais revue, et qui me disait être membre d’une organisation trotskyste. A voir mon étonnement, elle m’avait juste dit : « *Mais rappelez-vous, vous m’aviez dit qu’il fallait regarder du côté de la Commune de Paris !* ».

 Je vais vous donner un autre exemple de transmission, mais dans un domaine qui n’est pas la politique, qui n’est pas le nôtre. Pour ceux ou celles qui connaissent, c’est à l’histoire du musicien et chanteur américain Sixto Rodriguez que je pense. Dans le film Sugarman, on voit comment, dans un premier temps, il produit des morceaux de grande qualité, sur la vie quotidienne des prolos ou des pauvres dans les quartiers de Detroit. Il n’a absolument aucun succès, mais s’en moque. Il aime la musique et continue.

 Et puis, un peu par hasard, un de ses rares disques atterrit à des milliers de kilomètres de là, en Afrique du Sud, sous l’apartheid. Et là, chose incroyable. Personne ne connaît Sixto Rodriguez. Mais sa musique est aimée, reprise, devient le drapeau de toute une fraction de la population, en particulier de la jeunesse blanche qui est contre l’Apartheid. C’est d’ailleurs l’occasion de voir que la fin de l’Apartheid n’a pas été que le fruit de la lutte des Noirs seuls.

 Plus tard, Rodriguez va apprendre ce qui se passe en Afrique du Sud, va y aller, y est chaudement applaudi. Et puis, sa vie revient à Detroit, où il retrouve la même vie qu’auparavant.

 Ce gars a créé, a produit, sur le plan de la musique, de la culture. Ce qu’il a produit, a été transmis à d’autres, de très nombreux autres. Lui-même n’en savait rien du tout. Mais cela s’est bel et bien passé. Une transmission a eu lieu.

 Je reviens à la politique, à notre politique. Revoyons l’histoire qui a entouré le camarade Willy. Combien ils étaient en 1933, et ce qu’il en est resté en 1945. Presque personne, sur toute une génération. Il y a eu perte, c’est l’histoire qui le veut. Mais une transmission -minuscule mais essentielle - s’est faite, et nous y avons contribué, en aidant à la parution des 4 volumes que vous connaissez. C’est en tout cas avec cette vision des choses que j’avais proposé à Willy cette aide.

 Nous avons fait un site, qui fonctionne depuis 2010, sauf erreur. Il n’est pas impossible que quelque part, certains y aient trouvé leur miel, qu’une transmission dee quelque chose venant de nous ait lieu ou ait eu lieu.

 Peut-être qu’il n’y a en a pas. Mais personnellement, je ne réfléchis pas à ce que je dois faire en me posant cette question. Car même si nous n’arrivions pas à transmettre quoi que ce soit, nous aurons eu raison de garder un certain flambeau, une flamme. Le seul fait d’exister est un pied de nez à tout leur système.

 Or, on peut en être sûr et certain, nous ne sommes pas du tout les seuls à faire ce pied de nez au système tout entier et tout aussi costaud soit-il. Nous connaissons tous ici d’autres militants, d’autres petits groupes, qui sont autant de pieds de nez. Et je nous vois comme une petite composante de cet ensemble de pieds de nez, de gens qui pensent très fort que le système a tort et que c’est nous, tous ensemble, qui avons raison.

 Et si l’un ou l’autre de ces pieds de nez n’a pas d’enfant, ce n’est pas si grave, car l’ensemble que nous formons, lui, le fait depuis Marx et bien avant. L’ensemble que nous formons, a des enfants, de génération en génération.

 Avant de clore ce sujet de la transmission, on peut ajouter sur cette préoccupation notre livre édité en 2016 *L’Ouvrier, une expérience militante révolutionnaire*. Il a en tout cas été préparé et décidé avec ce souci, cette volonté de donner une chance de plus à une transmission possible.

 Je rappelle que nous avons eu un retour, et un retour positif, de la part d’un groupe de militants de Boulogne en lien avec l’OCL. Nous avons eu quelques échanges avec eux, comme lors des Gilets jaunes. Une chose est sûre, la lecture de ce livre leur a apporté quelque chose.

NOUS ET LES AUTRES

 Nous avons toujours eu comme souci de préserver des liens politiques amicaux avec d’autres que nous-mêmes. Les seuls qui l’ont refusé, de fait, c’est Lutte Ouvrière. Mais nous avions ce souci avec eux, comme avec d’autres, pour les mêmes raisons. D’abord, c’est un antidote contre une maladie politique : la grosse tête, se prendre pour les meilleurs, les plus ceci, les plus cela. Et puis, si un jour la situation change en faveur de nos idées, l’histoire a montré, en particulier en comparant la Commune de Paris et la Révolution Russe, qu’il valait mieux savoir avoir des liens fraternels entre tendances diverses, tout en étant en désaccord sur tel ou tel point politique.

 Je n’ai plus la mémoire complète de tous les militants ou des tendances politiques avec lesquelles nous avons eu de tels liens, à un moment ou un autre. Mais aujourd’hui encore, un camarade a un lien fraternel avec une militante de LO, trotskyste donc, de sa boîte. Nous avons un lien un peu particulier avec Tom Thomas depuis de nombreuses années, théoricien marxiste de tendance maoïste. Un autre avec un ancien de Partisan, d’une autre tendance maoïste, me semble-t-il. Nous avons eu des liens également avec Emer, et son groupe Cinquième Zone.

Côté anarchisme, j’ai personnellement milité à divers moments avec deux camarades de la CNT (Anne-Sophie sur mon collège, Pascal sur mon quartier). Nous avons par ailleurs tissé des liens avec l’éditeur anarchiste Duteuil d’Acratie, avec la prof d’allemand qui nous a aidé à traduire Willy Jacqueline Bois, membre d’une autre tendance trotskyste. Et c’est aussi cette attitude d’ouverture qui nous a permis de pouvoir établir un lien très fort avec Willy lui-même.

 Mais on doit aussi ajouter quelque chose sur ce point. Plusieurs fois, nous avons été approchés par tel ou tel groupe ou militant, qui nous proposait de nous rallier ensemble. Nous avons toujours refusé, gentiment, mais fermement. Cela a été le cas au moins avec une proposition en lien avec Tom Thomas, via Partisan, sauf erreur. L’argument principal qui revient à chaque fois, c’est qu’unis on est plus forts.

Avons-nous eu tort ou raison ? La question est sans réponse. Mais il y a des explications à notre choix. Nous pensons avoir des spécificités, des manières de voir politiques et militantes un peu différentes. Ces spécificités, que nous ne retrouvons pas dans un autre groupe de notre connaissance, nous avons besoin de les entretenir, de les travailler, de les mûrir. Réunis avec d’autres dans un même groupe, ce travail devient problématique. Soit il disparaît, soit il risque de paraître un travail de division à l’intérieur du groupe commun.

Mais pourquoi avons-nous besoin de cultiver notre individualité ? Parce que nous pensons qu’aucun groupe n’a une solution totale, complète, achevée, à toutes les questions, surtout dans une période comme celle que nous connaissons qui est loin de la révolution ou simplement de l’idée socialiste. Il n’est pas étonnant, dans cette situation, que nous ayons, les uns et les autres, des divergences, des réponses différentes, etc.

Si l’on fait une sorte de comparaison avec ce qui passe en génétique, avec le processus de l’évolution des espèces vivantes, mieux vaut, pour un organisme, avoir en lui des gènes nombreux et variés. Le jour où le climat change, où tel ou tel facteur est modifié, cet organisme a plus de chances de disposer de gènes qui vont l’aider à survivre.

Unir tout le monde, aujourd’hui, c’est perdre certains gènes. Voilà notre raisonnement et voilà pourquoi nous avons choisi de rester, organisationnellement, séparés. Encore une fois, cette situation, à condition que l’on soit en même temps capables d’avoir de vrais liens fraternels, d’entraide, de compréhension, avec les autres, n’est pas un handicap, et ne l’a, en tout cas, pas été dans l’exemple de la Commune de Paris.

NOS SPECIFICITES

 Alors, ces spécificités, dont l’existence a justifié notre choix de vie séparée, quelles sont-elles ? Nous en avons développé certains aspects dans le livre *L’Ouvrier, une expérience militante révolutionnaire*. Mais je préfère ici ne pas m’appuyer sur ce texte par facilité, et essayer de dire ou redire comment, personnellement, je les exprimerai.

 En fait ces spécificités sont nombreuses et forment un tout, qui s’est mûri au fil des années. S’il faut en mettre une en avant, vous la connaissez tous, c’est d’écrire d’une manière lisible par la catégorie que nous appelons la masse ouvrière (par opposition à l’aristocratie ouvrière, catégorie, qui sait et est assez habituée à lire), donc à écrire avec un langage, des articulations de raisonnement, un ton, un format et une présentation des idées et du raisonnement qui conviennent pour toucher cette population.

 Aujourd’hui, nous ne savons pas trop ce qu’il en est. Nous avons trop peu de « retours », c’est-à-dire d’avis de cette population qui nous dise, oralement car c’est son mode d’expression le plus naturel, ce qu’elle a ressenti à la lecture de L’Ouvrier. Mais nous avons connu une période où ces retours étaient nombreux. Et cela nous a permis de savoir quand un numéro était vraiment apprécié, compris, qu’il avait touché, et c’est ainsi que nous nous sommes améliorés, et sur le fond que nous nous sommes formés à ce souci essentiel.

 Le second problème auquel nous tenons beaucoup est au moins aussi important. Il consiste à tenter de savoir quelle est la réalité de ce que pense la masse ouvrière. Très tôt, à LO déjà, nous avions constaté à quel point LO ne voulait pas voir certaines transformations. Le recul politique des années 1980, par exemple, m’a personnellement obligé à écrire différemment certains articles pour le journal, ou des topos pour la fête. Je me souviens avoir eu une discussion avec Ily, où je justifiais le fait de devoir maintenant plus expliquer des choses qui, auparavant, pouvaient paraître évidentes. Puis, nous avons senti une arrivée progressive du racisme dans le monde ouvrier. LO n’en parlait pas et a mis un temps fou pour commencer à le dire, ou à y répondre.

 En clair, nous ne devons pas prendre nos désirs pour des réalités. Nous avons été éduqués avec des livres qui décrivent la mise en place et la montée des idées socialistes. Elles n’étaient pas encore discréditées. Au contraire, dans un monde capitaliste nouveau et violent, elles paraissaient comme une lumière à l’horizon, un espoir que les militants apportaient par leur simple présence. Nous ne sommes plus dans cette situation depuis longtemps, peut-être depuis la trahison des idées internationalistes dès le début de la Première Guerre mondiale.

 Les idées révolutionnaires n’ont alors pas disparu, car elles ont repris une importance considérable avec la vague révolutionnaire qui a suivi justement cette guerre, des confins de la Russie à l’Ouest de l’Europe. Mais elles ont à nouveau été éteintes avec, cette fois, la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Elles n’ont pas été écrasées par la violence bourgeoise. Non, elles ont été déviées, dévoyées, salies, transformées en des nationalismes par le stalinisme.

 Nous avons été éduqués avec l’idée d’une classe ouvrière idéalisée, seule opposante à la classe bourgeoise. Mais le monde social développé par le capitalisme a considérablement changé cette donne sociale. On peut dire qu’une classe sociale nouvelle s’est considérablement développée, la petite bourgeoisie, plus communément dénommée classe moyenne. Bien sûr, elle a toujours existé, mais elle était peu développée jusqu’à l’entre-deux-guerres. Elle s’est développée en poids politique, car c’est elle qui fait désormais les élections ; la masse ouvrière ne vote plus, alors qu’elle pouvait voter plus que les autres classes sociales il y a cinquante ans.

La petite bourgeoisie a pris aussi un poids économique considérable, car c’est elle qui consomme les masses de marchandises, produites pour produire du profit. Et le développement de cette classe sociale change la donne. Il influence la classe ouvrière dans son ensemble, et pèse sur la masse ouvrière, sa partie plus opprimée.

 En France et dans le monde, de nombreuses luttes menées avec des slogans, des revendications générales, qui reprennent en partie le vieux langage socialiste, sont en fait menées par des directions politiques, syndicales et par des militants de ces classes moyennes, et pour leurs intérêts. Ce sujet est traité dans le livre de 2019 de Bruno Astarian et Robert Ferro *Le ménage à trois de la lutte des classes, Classe moyenne salariée, prolétariat et capital.*

Suivre et comprendre la réalité, celle des cerveaux de la masse ouvrière et des autres classes sociales, et en même temps, comprendre l’évolution politique du monde, qui devient de plus en plus complexe : c’est donc notre deuxième souci. De toute manière, on ne pourrait pas arriver à expliquer correctement dans L’Ouvrier ce qui se passe si nous ne le comprenons pas nous-mêmes suffisamment.

De cette préoccupation, découlent deux autres, immédiatement liées. Nous ne courons pas après tout mouvement qui se produit. Nous avons hésité au sujet des Gilets Jaunes, d’autant que les initiateurs étaient loin de la masse ouvrière, ou même de la classe ouvrière. Même dans le dernier mouvement contre la retraite à 64 ans, nous nous sommes souciés de suivre l’évolution sociologique. Les derniers cortèges parisiens, par exemple, étaient loin d’une ambiance prolétaire.

 A fortiori, nous ne nous lançons pas à corps perdu derrière les mouvements dans l’air du temps, si l’on peut dire : le changement climatique, nous ne répétons pas, sans y regarder de près, qu’il est entièrement dû à l’activité humaine. L’écologie également, est devenue une religion fourre-tout, que les ténors du capitalisme ont repris à leur compte. Ils l’ont fait d’abord en parole, par leur publicité. Maintenant, de plus en plus, une partie d’entre eux la reprend en réalité, avec des investissements qui se chiffrent en dizaines de milliards d’euros, avec à la clé des aides des Etats.

 Mais même là, ce n’est pas une préoccupation écologique qui les anime. Le capitalisme s’est construit en se lançant, période par période, dans de nouveaux domaines : le charbon, l’électricité, l’informatique. Avec l’écologie, il rêve d’une nouvelle relance, car son système est sur le fond englué dans une crise de vieillesse. Le taux de profit n’est plus ce qu’il a pu être. Et il cherche désespérément une solution qui le relance.

 Son problème est que, depuis deux siècles de développement du machinisme, les machines ont accumulé tellement de technologie qu’elles peuvent produire les marchandises avec dix fois, cent fois moins de main d’œuvre. Ce que cherche le capitaliste quand il investit dans une marchandise, ce n’est pas le bienfait qu’elle peut apporter aux humains, c’est la possibilité de faire un profit grâce à l’exploitation d’une main d’œuvre, qui crée de la valeur par son travail. Il y a de moins en moins besoin de main d’œuvre, il est donc plus difficile de faire du profit.

 L’autre préoccupation que nous avons concerne l’orientation de chacun de nos écrits : lorsque nous écrivons pour le public large, c’est toujours, ou presque toujours, pour défendre et illustrer une vision d’une autre société. Evidemment, c’est d’une société que nous appelons, à l’ancienne, communiste, socialiste, dont il s’agit et que nous souhaitons.

 Ce souhait, nous asseyons de le développer, bien entendu, à partir de nos discussions sur l’économie, sur la politique, mais aussi sur les problèmes individuels, car c’est toute la vie humaine qui est impliquée dans notre vie actuelle, celle du capitalisme, et c’est toute entière qu’elle sera revue et changée dans une autre société.

 Ce changement, nous croyons qu’il n’est possible que sur une base révolutionnaire. C’est-à-dire par un bouleversement profond, généralisé des pratiques et des règles, car il est impossible par de simples réformes, une par une, car c’est bien un tout global et solide par cette globalité, auquel nous avons affaire.

 Voilà pourquoi nous essayons, le plus souvent, de montrer et quoi et vers quoi devrai s’orienter la base du changement, sans nous contenter d’un vœu pieux vague et général, comme les aiment des politiciens.

 C’est donc un travail d’explication de fond, de base, sur ce qu’est et ce que produit le fonctionnement du capitalisme. Sur le fait que d’autres fonctionnements ont existé, et qu’il est donc possible d’en changer, et sur celui que nous proposons. C’est un travail de propagande, dans le sens noble du terme, qui nous semble nécessaire, indispensable, pour changer les opinions, éclairer les consciences, gagner une première force suffisante, pour ensuite viser une majorité au changement socialiste de fond, celui à faire d’en bas.

 Ce travail est possible. Nous en avons fait l’expérience, à une échelle significative, avec ce que nous avions appelé L’Espoir. En proposant aux gens qui apprécient notre feuille de la diffuser dans les boites aux lettres, dans leur immeuble, ou ailleurs. Nous n’avons pas été plus loin, mais on pourrait par exemple imaginer des petites réunions très locales, une fois la feuille devenue suffisamment connue, pour regrouper autour d’elle et animer un débat en lien avec les problèmes des gens ou avec l’actualité. On pourrait aussi imaginer une petite fête style Fête des Voisins, mais toujours autour de L’Ouvrier et de ses sympathisants

\*\*

\*

NOS BASES POLITIQUES, LE MARXISME

 Lorsque je réfléchis à ce qui a été la base de nos idées, aux raisonnements qui nous ont permis de comprendre les évolutions du monde, aussi complexe soit-il et il l’est, je réalise que nous avons pu conserver le marxisme. Nous l’avons conservé, non pas par fidélité, ou par paresse, ou par ignorance des autres courants (même si nous sommes loin, une fois encore de tout connaître). Non, nous avons conservé la boussole marxiste parce qu’elle nous a aidé à comprendre, qu’elle s’est montrée efficace, la plus efficace, pour comprendre le monde, ses soubresauts, ses crises, ses réactions.

 Par contre, je dirai que nous n’avons pas repris le léninisme, si on entend par là la totalité de l’œuvre de Lénine, depuis son *Que Faire ?* jusqu’aux textes des *Quatre premiers congrès de l’Internationale communiste*. Nous n’avons pas rejeté Lénine et ses textes, mais nous ne nous en sommes pas servis. Pourquoi ? parce que nous n’en avons pas éprouvé le besoin.

 Notre formation politique, marxiste et léniniste, nous a entraînés, je l’ai dit, dans un premier temps, sur la même lancée que LO : développer une activité militante en vue d’une prise de pouvoir. Nous avons très clairement tourné le dos à cette orientation, et modifié, je l’ai dit également, toute notre activité vers la propagande.

 Je ne sais pas si, un jour, les idées et les manières de voir le combat politique développées par Lénine, seront à nouveau utiles à la lutte d’émancipation. Sans doute certaines d’entre elles resteront-elles indispensables. Mais plusieurs d’entre elles nous semblent obsolètes, inappropriées, quel que soit l’avenir.

Même les textes de l’IC (Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923) sont tous axés sur les stratégies à adapter selon chaque région ou chaque pays, en vue d’une prise du pouvoir. Mais, dans la période actuelle, cette question ne se pose pour aucun pays au monde, du moins à notre connaissance.

Et puis, nous avons identifié au moins un point discutable au sujet de la prise du pouvoir en URSS. La manière dont le pouvoir a été accaparé par les seuls bolcheviks, et pire, toujours par les mêmes personnes, a lancé la trajectoire de la bureaucratisation.

 Là encore, lors de la Commune de Paris, une fois qu’il a pris le pouvoir, le Comité Central de la Garde nationale a pris soin d’organiser des élections dans tout le Paris populaire, ce qui a non seulement légitimé l’existence d’un nouveau pouvoir d’une manière indiscutable, mais, sur le fond, a véritablement donné le pouvoir à l’ensemble de la population.

Avant de céder la place, le Comité central de la Garde nationale avait donné ces consignes de vote en rupture avec la logique bourgeoise, la logique de l’Etat : « *Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus (…) Evitez ceux que la fortune a favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère* ».

Il faudra toute la violence de la guerre que va mener la bourgeoisie pour tenter d’effacer la force, la légitimité du nouveau pouvoir révolutionnaire. Une discussion a eu lieu, un petit moment, à ce sujet, entre Duteuil et nous, et a été publiée dans *Courant alternatif*, le journal de l’OCL. Le texte complet qui nous avions écrit sur ce sujet a pour titre *Duteuil, le trotskisme et la révolution* (10 février 2023).

\*\*

\*

ENCORE ET TOUJOURS LA MASSE OUVRIERE

 Pour conclure cette réflexion à propos des trente années de L’Ouvrier, je reviens au point de départ, la Masse Ouvrière. C’était le premier point politique qui nous distinguait de LO avant notre départ. Il ne s’agissait pas simplement d’un point théorique. C’est notre activité menée avec cette distinction qui nous apportait une certaine réussite militante dans LO déjà, et qui a montré sa pertinence dans L’Ouvrier, en particulier avec L’Espoir.

 Trente années plus tard, et bien que nous n’ayons pas vraiment pu poursuivre une activité avec cette boussole, ma réflexion sur l’évolution du monde, des divers groupes politiques révolutionnaires, l’évolution des classes sociales, tout cela confirme à mes yeux l’importance de cette distinction, au sein de la classe ouvrière, entre masse ouvrière et aristocratie ouvrière.

 Mon avis est que de très nombreuses couches sociales souffrent du système capitaliste. Mais il faut creuser le mot « souffrir ». Depuis trente ans, cinquante ans peut-être, la planète entière a vu enfler en nombre et en importance les classes moyennes. L’aristocratie ouvrière est une partie intégrante de ces classes moyennes. Elles ont en commun une vision au mieux réformiste de la politique, mais en réalité et toujours profondément conservatrice de l’ordre social.

 Les classes moyennes, petites bourgeoisies de toutes sortes comme aristocratie ouvrière sont tout à fait capables de lutter, mais elles le font toujours pour améliorer égoïstement leur propre et unique sort. Petite bourgeoisie comme aristocratie ouvrière ont su récupérer de l’histoire du mouvement ouvrier des formes de lutte, des éléments de langage, mais c’est toujours pour en faire une lutte limitée d’avance, ne risquant pas de déboucher sur une contestation de l’ordre social.

 Ces classes moyennes savent aussi récupérer un mouvement qui vient des couches sociales plus basses qu’elles, pour le dénaturer, l’orienter dans leur intérêt à elles. Un exemple à l’échelle d’un pays a été le cas de la révolution tunisienne.

 Les militants des mouvements actuels dits radicaux, qu’ils luttent pour le féminisme, pour l’écologie, pour l’antiracisme, sont même en train d’effacer complètement, la question sociale. Ils nient l’existence des classes sociales, parce qu’ils se savent privilégiés et qu’ils ne veulent pas lutter pour changer le sort des couches en-dessous. Et en dessous d’eux, il y a deux catégories : la masse ouvrière, celle qui a encore un lien avec la production, avec le travail, une utilité dans la production ; et les exclus, dont une partie était appelée par Marx et Engels le lumpen.

 Il faudrait que nous travaillions à mieux étudier la masse ouvrière, ce qu’elle est, ce qu’elle pense, comment elle lutte quand elle lutte.

Nous savons que la masse ouvrière, en France, ce sont, souvent, les-dites familles monoparentales, c’est-à-dire les femmes seules avec enfant. Ce sont les enfants d’immigrés d’une ou plusieurs générations, du moins ceux qui ont un lien avec le travail, et de manière plus générale, l’essentiel du monde du travail précaire, de par l’intérim ou du fait qu’ils doivent enchaîner des boulots différents ; également de manière générale, ils ou elles ont comme caractéristique d’avoir fait peu d’études scolaires, de n’avoir guère de diplômes, si ce n’est certains diplômes plus ou moins bidon, dans la mesure où il n’y a pas d’emploi derrière.

 L’importance de distinguer ces couches-là au sein de classe ouvrière, elle a été vue, dite et écrite par Marx déjà, ou par Lénine. Mais pas dans leur jeunesse. Et en réalité, presque trop tard. Dans la réalité, les mouvements ouvriers socialistes ont-ils voulu ou su mettre en pratique ce qu’une telle distinction signifie ? Je ne le crois pas. Tout simplement parce que cette distinction n’existait pas aux débuts de leur militantisme. Ils ont été construits sans cette distinction. Et, étant construits sans cette distinction, leur direction – quand ce n’est pas leur constitution, leur composition toute entière, ou majoritaire - a, automatiquement, été le fait de membres de l’aristocratie ouvrière.

 Certains, cependant, bien qu’issus de l’aristocratie ouvrière ou ce qu’elle allait devenir, ont su être des militants profondément socialistes, communistes, intègres pour ce qui est de militer pour en finir avec l’injustice sociale. Un exemple parmi bien d’autres : un Pierre Monatte, correcteur d’imprimerie, un beau et bon métier, qui a tenu lors de la déclaration de la Première Guerre mondiale, contre le chauvinisme. Mais ce n’a pas été le cas pour l’immense majorité des dirigeants socialistes européens.

 Il y a un combat à mener contre les idées, les mentalités, de l’aristocratie ouvrière, à tous les niveaux du travail militant, de ses débuts jusqu’à la victoire espérée. Le poids de la société est énorme, et il est bien difficile, par exemple, de permettre à une assemblée d’ouvriers de laisser la même facilité et liberté de parole à une caissière de supermarché qu’à un technicien qualifié, habitué des réunions, des rédactions de rapport, de la manière dont on intervient en public, à quel moment, après qui et avant qui, sur quel ton, avec quelle force, avec quels mots, etc. Là où la caissière n’aura aucune expérience de son côté, et aura au contraire tendance à être impressionnée par le technicien qualifié, impressionnée par son aisance, au point de penser qu’il en sait plus qu’elle, qu’elle doit donc quand même lui faire confiance ; et si elle avait un avis différent du sien, à peut-être ne pas oser le dire.

 Tous ces aspects humains sont en réalité des produits de la société dans laquelle nous vivons, une société INEGALE. Il ne suffit pas de proclamer une égalité par exemple en droit de vote, chacun ayant le même, pour régler une telle question.

 Une association qui a le souci de la masse ouvrière va donc chercher à préparer les membres qui en sont issus à se forger, que ce soit dans la forme, pour savoir comment parler, échanger, dans tel ou tel contexte. Mais il faudra aussi consacrer aux membres qui en sont issus du temps, des préoccupations, des solutions, pour lui apporter un contenu adapté, et renforcer ses connaissances, lui offrir les bases pour comprendre le monde où nous vivons.

Et là encore, il faudra faire absolument attention, que ce soit à la manière dont les textes à lire ont été rédigés, au vocabulaire utilisé, à la longueur des textes, mais aussi il faut de la disponibilité pour l’ouvrier de base ; il faut veiller à lui offrir suffisamment de repos pour qu’il ou elle soit capable de se mettre à lire, d’une manière profitable ; il faudra, pourquoi pas, le ou la libérer du travail qui l’exploite, le ou la fatigue, l’empêche de lire, quitte à trouver des solutions financières pour cela. Voilà jusqu’où il faut aller si on veut distinguer masse ouvrière et aristocratie ouvrière autrement que pour la forme.

 C’est un souci permanent qu’il faudra avoir en tête. Le souci de classe, en fait. Dans chaque réunion, la question des différences de classe va aussi se poser. Il faudra peut-être aller voir celles ou ceux que l’on sait à l’aise, habitués à vite et facilement prendre la parole, ou à parler longuement, ou avec un langage qui peut être difficile à suivre, etc. Il faudra peut-être revenir vers ces personnes pour discuter de la difficulté que cela peut induire à ceux provenant de la masse ouvrière. Ils risquent de ne pas se sentir chez eux. Et au bout de compte, ils hésiteront à revenir, ne se sentant pas à leur place, n’ayant pas trouvé leur place.

 On le voit, c’est dès les tout débuts de la construction d’une action collective que cela se pose, et qu’il faut mettre en place ces divers garde-fous. Il faut protéger la masse ouvrière, si on veut qu’elle existe, se forme et crée une force collective. Sinon, même dans notre association, elle continuera d’être, comme dans la société, une série de personnes en réalité isolées les unes des autres, se sentant personnellement écrasées par le poids social et moral des autres, qui eux, savent vivre collectivement, échanger démocratiquement.

 Il ne s’agit donc pas d’écarter de la responsabilité ou de l’activité militante au service de la masse ouvrière celles ou ceux qui n’en proviennent pas. Il s’agit bien au contraire de les rendre conscients de cette question, de son importance, pour qu’ils ou elles mettent leur intelligence, leur sensibilité, à faire de la masse ouvrière une vraie force de conscience.

 Un bon militant révolutionnaire issu d’une classe moyenne (ou bourgeoise) – intellectuel, aristocratie ouvrière- est un militant qui apprend à celui qui vient de la masse ouvrière à se protéger d’abord de lui-même, de ce militant, pour devenir vraiment son égal.

Mais attention à ne pas se tromper sur la masse ouyvrière. Il ne suffit pas de regarder la feuille de paye de l’ouvrier. Certains membres de la masse ouvrière peuvent tout à fait réfléchir et chercher à se comporter comme un aristocrate ouvrier. Il y aura alors un travail politique, de fond, à mener. Et parmi les membres de l’aristocratie ouvrière, on peut tout à fait en convaincre de la différence avec la masse ouvrière, et de l’importance de lutter pour un monde qui en finisse aussi avec cette inégalité-là.

Attention à ne pas avoir une vision trop simpliste de la séparation entre aristocratie ouvrière et masse ouvrière. Un OS, pour utiliser l’ancien terme qui parle des ouvriers les plus bas dans la hiérarchie, ceux qui n’ont pas de qualification, un OS peut tout à fait se retrouver en position d’aristocrate ouvrier. Dans certaines boîtes, il peut par exemple se retrouver en situation de responsabilité par rapport à un groupe d’ouvriers au même niveau que lui. Là, c’est le poste qui va compter. Mais cet OS peut aussi se comporter différemment, et chercher à aider ses camarades de travail, plutôt qu’à les diriger en cherchant à obtenir d’eux le maximum de ce que peut vouloir la direction.

Autre exemple, on peut avoir un travailleur diplômé et disposant d’une qualification, alors que d’autres autour de lui travaillent à ce niveau de qualification, mais pas lui, parce qu’il a été embauché et qu’il est employé à un poste d’ouvrier sans qualification. Cela peut très bien se produire surtout avec des jeunes. Est-il de la masse ouvrière ? Oui, si on ne regarde que son poste de travail, ou son salaire. Mais il peut chercher à tout prix à réussir et à monter dans la hiérarchie, en pensant que c’est ce qu’il mérite, et pour cela se comporter comme le pire des fayots, et dénoncer ses petits camarades pour se faire bien voir des chefs.

Pour nous y retrouver, nous dirons que nous verrons comme masse ouvrière, de manière générale, les travailleurs qui sont à la fois aux plus bas niveaux dans la production et dans la catégorie la plus nombreuse de la boîte en lien avec la production. On s’adressera politiquement à cette catégorie, c’est elle qu’on aura en tête en écrivant, en discutant, mais ça ne nous enlèvera pas la nécessité, arrivé à un certain stade, si on veut en faire un militant, de regarder plus loin.

Pour vous montrer la difficulté à laquelle nous avons affaire, je vais vous lire un extrait du livre de Stéphane Beaud et Michel Pialoux paru en 2003, basé sur des enquêtes sociologiques à Montbéliard (Peugeot), *Violences urbaines, violence sociale*. Les auteurs montrent que, sur un même sujet, celui de l’intérêt pour la culture, la motivation de fond à se cultiver a pu changer avec le temps, au sein des mondes ouvriers, en seulement une ou deux dizaines d’années :

*Il faut insister sur le fait que ces bac pro* (des années 1990) *n’ont pas la culture de maints ouvriers professionnels, telle qu’elle a pu se transmettre dans les années d’effervescence militante (à travers diverses instances culturelles favorisées par le comité d’entreprise tenu par la CGT-CFDT). Ce mode de transmission exerçait des effets sociaux très importants : habitude de lire (non seulement la presse militante mais aussi des documents sociaux ou politiques, voire des romans ou des poèmes), goût de se cultiver, de découvrir d’autres mondes, de sortir de sa “petite vie”, occasions de se frotter à d’autres milieux sociaux et culturels, d’être bousculé par ces rencontres… Bref, il se produisait là tout un travail d’émancipation qui, pour certains OP, ne faisait que réactiver des dispositions à la culture bridées et mises en sommeil par l’interruption précoce (et non désirée) des études.*

*Cette culture politisée des OP a cédé le pas chez les bac pro à un rapport plus instrumental, utilitaire, à la culture. Pour le dire de façon schématique, il ne s’agit plus de se doter d’armes culturelles pour « changer le monde » et/ou « inventer le socialisme », mais de parfaire des connaissances techniques pour se donner les moyens d’une progression de carrière et rejoindre les bureaux et le groupe des classes moyennes. »*

Je ne pense pas, comme le disent ici Beaud et Pialoux que l’ancien OP, en règle générale, était si convaincu de vouloir « *changer le monde* ». Je pense que, sauf certaines exceptions sincères, il cherchait au fond à progresser dans la société telle qu’elle est, et pas à « *changer le monde* ». Mais cela ne le gênait pas de parler de changer le monde, puisque c’était le discours majoritaire des forces avec lesquelles il comptait pour améliorer son sort personnel. Je pense que cet ancien OP avait la même motivation en fait que l’actuel bac pro, mais que celui d’aujourd’hui n’a plus à sa disposition des syndicats combatifs avec des discours radicaux.

Par contre, les auteurs Beaud et Pialoux soulignent avec justesse que ceux que nous appelons masse ouvrière vivent de plus en plus loin de cette aristocratie ouvrière, que ce soit dans l’usine ou dans le logement.

« *On ne saurait trop insister sur ce point : ce que nous a appris peut-être le plus essentiel la série d’entretiens avec ces bac pro, c’est la profondeur du fossé qui les sépare du monde des “agents de fabrication” – terme qui s’est maintenant imposé et qui a supplanté celui d’OS, trop vieux et démonétisé.*

*L‘absence de communication à l’usine entre “bac pro” et “opérateurs” se retrouve dans l’opposition entre le monde des pavillonnaires ou des lotissements, qu’habitent les premiers, et celui des “blocs » qu’habitent les jeunes des cités et, plus encore, celui des jeunes issus de l’immigration, sans qualification (ou sans reconnaissance sociale de leur qualification ouvrière…). En relisant les entretiens, on s’aperçoit que ces univers sociaux n’ont plus guère à voir les uns avec les autres, qu’ils sont étanches et cloisonnés. Ces deux mondes autrefois cousins ne communiquent plus entre eux (sauf de temps en temps “dans le bus”, pour ceux qui habitent la même petite ville ou le même village).*

*Autrefois (…) l’appartenance à la classe ouvrière apportait des bénéfices, notamment symboliques, à chacun de ses membres, y compris aux OS, alors qu’aujourd’hui les ponts semblent coupés entre ces fractions d’un groupe ouvrier de plus en plus polarisées : d’un côté, le sous-groupe minoritaire des ouvriers à profil technicien (principalement des bac pro) lorgnant vers le “haut” et s’identifiant aux classes moyennes, et, de l’autre, le sous-groupe majoritaire des “opérateurs”, très défavorisés dans le rapport de force avec la hiérarchie, développant une identité négative, talonnés par les RMIstes et autres intérimaires “volontaires” (…).*

*Les bac pro de cette génération (…) depuis qu’ils ont mis un pied dans l’entreprise, sont confrontés à une évidence : la nécessité d’évoluer, de monter. C’est cette obligation, très vite intériorisée, qui les guide dans leur comportement au travail – et surtout les conduit à se démarquer avec vigueur de ceux qui sont “en bas”, qui, à leurs yeux, se laissent aller à la facilité, incapables qu’ils sont de prendre la mesure des efforts à fournir s’ils veulent s’en sortir… »*

UNE AUTRE PERIODE DE TRANSITION

 A m’entendre discuter, comme je le fais, de demander à des gens de l’aristocratie ouvrière de se taire au début d’une réunion, ou de compter le nombre de signes d’un livre qu’on veut faire lire à quelqu’un de la masse ouvrière, beaucoup vont penser que là, franchement, je pinaille pour des queues de cerise. Eh bien, je vais vous dire à quel point je pense au contraire que ces choses sont très importantes.

 Prenez le grand débat chez les révolutionnaires, depuis les débuts du marxisme et de l’anarchisme. Nous pensons, nous, que nous ne pouvons pas passer de la société capitaliste, la société actuelle, au communisme tel que nous le souhaitons, du jour au lendemain. Nous pensons qu’il faudra une période de transition. A un moment de l’histoire, pour indiquer cette période, différente donc du communisme, Lénine a parlé de « dictature du prolétariat ». Je ne vais pas discuter dans le détail de cette formule, mais il le faudrait. En tout cas, tout le monde voit bien que, de toute façon, les mots de cette formule sont morts et enterrés. Je ne nous vois pas regagner des populations à nos idées avec le terme de dictature.

 L’idée classique des marxistes, c’est qu’il nous faudra du temps. Du temps parce qu’on devra augmenter les forces productives, pour donner plus à tous ceux qui sont dans le besoin, aller ainsi vers un monde où les inégalités sociales iront en diminuant. Oui, mais franchement, dans un pays comme la France, et de manière générale dans tout le monde riche, pas besoin d’augmenter les forces productives. Il y a à réorganiser l’économie, certes, à forcer les entreprises à embaucher les chômeurs qui veulent travailler, pour partager le travail ; il y a à supprimer la concurrence, qui multiplie les efforts humains de manière inutile, il y a à abandonner pas mal de productions, le luxe, les gadgets divers et variés, les emplois liés au manque de confiance, en clair une bonne partie des bureaucraties.

 Voilà en tout cas pour notre point de vue habituel de marxiste. En face de cet avis, il y en a un autre, celui d’une bonne partie des anarchistes : « *Cette transition*, disent-ils horrifiés, *on a vu ce qu’elle a donné en URSS, pas question de période de transition. Non, il faut de suite tout changer. Comment ? en mettant en place un Communisme de conseils. Des réunions régulières qui contrôlent, décident, exécutent, dans les boîtes, dans les quartiers, etc. Et donc, on peut très bien passer au communisme de suite.* »

 Alléchant ! Mais si je réfléchis à la question que j’ai longuement discutée du souci qu’il y a lorsque, dans une même réunion, un même lieu de discussion, ou plus encore de décision, il y a des gens de la masse ouvrière, et d’autres de diverses classes moyennes, on a alors un énorme problème. Les classes moyennes, des professionnels de la réunionite, de la parole et ces écrits, et trop souvent de la manière de parler en déguisant – volontairement ou involontairement – leurs intérêts personnels sous des discours très socialistes, ces gens-là auront immédiatement le pouvoir dans toutes les réunions. Pas la masse ouvrière. Même si elle est là. Même si on applique la rotation des tâches et des responsabilités, qui peut aider, c’est vrai, la masse ouvrière.

 Exactement comme dans une association de révolutionnaires (syndicat, parti, mouvement), nous avons à faire de gros efforts pour lutter contre les héritages de la société tous au profit des classes moyennes, une fois la révolution faite, il y aura le même problème, et à une échelle bien plus énorme. Il faudra que les éléments de la masse ouvrière puissent bénéficier d’apprentissages qui leur permettent de comprendre, de maitriser, progressivement, le fonctionnement de l’entreprise, du quartier, etc, et en même temps de la société toute entière dans laquelle ce quartier, cette boîte, s’insère, jusqu’à ce qu’il puisse se sentir suffisamment à égalité, au point d’oser prendre la parole, comme les autres. Il faut donc du temps. Et une bataille politique, sociale, pour garder le cap, notre cap, celui de la masse ouvrière.

 Sinon, on finira par mettre au pouvoir une nouvelle caste, comme la bureaucratie soviétique, qui s’est pourtant formée à partir d’éléments de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l’armée. Il faut du temps pour que la masse ouvrière se retrouve vraiment à égalité dans la compréhension, et dans les décisions. Et il faut, là aussi, commencer immédiatement le changement de fonctionnement, y compris un communisme de conseils, avec cette idée en tête. En étant conscients du travail à réaliser pour mettre suffisamment à égalité toutes les composantes populaires, en favorisant dans un premier temps indispensable, la plus opprimée, la plus rabaissée, la masse ouvrière.

 En guise de conclusion, je vais reprendre quelques lignes de l’historienne Marion Fontaine, qui a écrit un article dans Le Monde daté du 3 septembre 2023, au sujet de la difficulté pour la gauche de gagner les couches populaires. Elle explique d’abord qu’en réalité les partis de gauche se sont mis en tête que les couches populaires étaient devenues conservatrices, alors qu’auparavant, être de gauche signifiait non seulement qu’il fallait compter sur les couches populaires pour changer le monde mais que ce sont les couches populaires elles-mêmes qui seraient ce changement de monde.

 Parlant de ce que disent et font ces partis de gauche aujourd’hui, elle écriit : « *Tout cela reste très fragmentaire, assez peu tenu, me semble-t-il, par un projet politique général. On est encore loin du projet émancipateur au fondement du socialisme, qui portait l’idée qu’à partir des classes populaires, la société tout entière s’émanciperait. Il a fallu de cinquante à soixante-dix ans, à partir du début de l’ère industrielle, pour qu’émergent des organisations capables de penser le changement industriel. La question aujourd’hui se pose en des termes similaires, face à la désindustrialisation, à la globalisation marchande et à la crise écologique.*»

17/09/2023